

# Cercle de 99<sup>e</sup> Tours Silence

bulletin n°32

mardi 31 mai 2016

## MIGRATIONS : UNE DEMISSION MORALE DE TOUTE L'EUROPE

### *Migration : morts, murs, tri et troc, jusqu'où ira-t-on ?*

Pas une semaine sans que de nouvelles informations sur le sort réservé aux personnes exilées aux portes et au sein de l'Europe ne provoquent l'indignation et la colère des défenseurs des droits humains. À la dernière tragédie de 500 morts en Méditerranée du mois d'avril, se sont ajoutées des dizaines de disparitions supplémentaires.

Dénués de volonté politique et de courage collectif pour apporter une réponse à la hauteur des enjeux des migrations actuelles, les pays européens ne savent plus quoi inventer pour éviter d'accueillir et de secourir les milliers de personnes qui espèrent encore un endroit pour vivre dans la sécurité et la dignité. Alors que la seule véritable question devrait être : comment assurer un accueil humanitaire et une protection à tous ceux qui le demandent et qui en ont besoin, nos pays semblent ne s'accorder que sur un point : comment éloigner le problème, comment s'en débarrasser au plus vite !

S'en débarrasser collectivement en les empêchant d'aborder le continent européen par une militarisation accrue des frontières extérieures. S'en débarrasser nationalement en fermant les frontières intérieures. Se débarrasser aussi, lâchement et hypocritement, de leurs responsabilités en les renvoyant dans un pays aussi peu " sûr " que la Turquie !

Que reste-t-il des valeurs humanistes de nos pays quand le haut commissaire aux droits de l'Homme s'inquiète, aux frontières européennes, " d'un risque réel de négligence des obligations liées au respect des droits de l'Homme " ? Que reste-t-il du droit d'asile quand le Haut Commissariat pour les Réfugiés lui même refuse de cautionner des mesures en contradic-

tion avec le droit international en Grèce ?

Le droit d'asile et, au-delà, la liberté de migrer, sont en danger. Et ces dangers en révèlent d'autres. D'abord, pour les milliers de femmes, d'hommes et d'enfants qui se retrouvent arrêtés, enfermés, triés, quand ils ne sont pas morts sur les routes de l'exil. Ensuite, pour le renoncement aux valeurs d'humanité universelles, pilonnées par la peur, la xénophobie ou la haine.

Dans ce contexte d'une Europe qui semble avoir perdu la boussole, nous déplorons que la France n'ait pas apporté jusqu'à présent de réponses fortes et courageuses à la hauteur des enjeux. La France n'a contribué que très peu en matière d'accueil, mais elle réagit pourtant sur un " mode crise ", tant dans son engagement européen que dans le durcissement de sa politique nationale de contrôle et d'éloignement des personnes migrantes.

Entre morts, murs, détention, tri et troc, quelle sera la prochaine démission morale d'une Europe en crise ? Que retiendront les livres d'histoire de cette période si nous ne parvenons pas à arrêter cette déroute collective des pays européens ?

Le temps est à la résistance : l'urgence est d'alerter sur ces dérives. De revendiquer l'hospitalité plutôt que l'hostilité ou la peur. De démontrer concrètement que la solidarité est le meilleur rempart contre la xénophobie et une forme de réponse aux maux de nos sociétés. De très nombreux citoyens adhèrent à cet esprit de résistance aujourd'hui, et construisent des alternatives solidaires. Notre gouvernement ferait bien d'en tenir compte.

## **Réponds Europe... Qu'as-tu fait de ton frère**

" Qu'as-tu fait de ton frère, Europe ? " te demande Dieu ou la Vie Bonne, comme il le demanda à Caïn. Écoute : " Le sang de tous les morts crie à ta porte, parce que tu la leur fermes. " Le sang de plus de 7 000 en Méditerranée ces dernières années crie du fond de la terre et de la mer. Où sont les 10 000 enfants qui passèrent tes frontières l'an dernier et disparurent ? "

Implacable, tu déportes des réfugiés de Grèce en Turquie, déclarée maintenant " pays sûr " par décret, en échange d'obscurs arrangements et transactions. Enfants, femmes et hommes, êtres humains désespérés. Tu ne t'émeus même pas ? Tu crois résoudre le problème en déviant la route de ceux qui fuient et en augmentant tragiquement le nombre des noyés dans tes eaux du sud ? Les morts t'importent peu, ou tes morts seuls t'importent ?

Ne te cache pas derrière de confuses et mesquines distinctions entre migrants politiques et économiques, ou entre migrants et réfugiés. Ne fais pas appel à l'économie, toi qui as été si généreuse avec les banques en déroute, toi qui dépenses en armes et forces armées 3 000 millions de dollars par jour. N'évoque pas la sécurité, car tu ne pourras combattre le terrorisme sans tenir compte des causes qui sont à son origine ou des motifs qui l'alimentent. Où il y a la guerre, il y a la faim, où il y a la faim, il y a la guerre ou elle viendra. La faim est la pire des guerres, le pire terrorisme. Tes entreprises sont en guerre, tes bourses, tes banques, tes spéculateurs, tes paradis fiscaux et tes riches corrompus. Ceux qui arrivent d'Afghanistan, d'Irak ou de Syrie demandent asile et pain. Ceux qui arrivent d'Érythrée, de Somalie, du Niger, du Sénégal ou de Libye demandent pain et asile. Souviens-toi que tu as été migrant et réfugié dans et au-delà de tes propres frontières. Tu aurais accepté que l'on te demande ce que tu étais ? Ou crois-tu que les flux migratoires diminueront alors que la faim et la guerre ne disparaissent pas. Non, tu ne pourras les arrêter.

Réponds de ton histoire. Sois responsable de tes colonisations : l'espagnole, la française, la britannique, la portugaise, la belge, l'allemande. Tu demandas l'autorisation pour envahir des pays ? Qui conquiert et exploite l'Afrique et traça ses frontières et provoqua

une bonne partie de ses guerres ? Qui déstabilisa tout le Moyen-Orient ? Réponds de tes actions et omissions des dernières décennies. Tu es responsable, avec les États-Unis, par action et par omission, des drames d'Afghanistan, Irak, Yémen, Syrie, Libye, Soudan, Pakistan, Somalie, Mali... et de la fuite de 25 millions de personnes. Regarde d'où ils viennent, et pourquoi. Regarde leur visage, regarde-toi en eux. Tu es coresponsable de leur tragédie, dans beaucoup de cas plus responsable que personne. Ne te laisse pas envahir par les remords, mais réponds aujourd'hui. Ils sont tes frères.

Nous comprenons tous que la bonne volonté ne suffit pas, et que la planification sera nécessaire pour éviter le chaos. Mais ne mens pas. Tes plans correspondent à tes intérêts les plus égoïstes : tu ouvres tes frontières à des migrants ou des réfugiés quand tu en as besoin et tu les fermes quand tu n'en as pas besoin. Tu veux uniquement gagner et ne pas perdre, ou distribuer en aumône les petites miettes que tu as en trop. As-tu oublié que d'autres ont perdu pour t'aider quand tu en as eu besoin ? Oublies-tu ce que tu as fait perdre à tant de pays pour être le seul à gagner ? Oublies-tu avec quoi, aux dépens de qui, tu as construit ton bien être, ton éducation et santé gratuites, ton confort, tes pensions. En l'oubliant, prétends-tu t'offrir au monde comme modèle de civilisation ? Toi qui as occupé et conquis des continents entiers, exterminant leurs gens et leurs cultures, les spoliant de leurs biens ? Tu n'as pas encore appris qu'à la longue tu peux gagner si seulement tout le monde gagne ?

Réponds de tes nobles principes -liberté, égalité, fraternité-, de tes sciences et de tes savoirs, de tes universités et parlements, de ta démocratie et de tes acquis sociaux, de tes déclarations et pratiques pionnières en matière des Droits de l'Homme.

Europe, ne nous fais pas honte d'être européens. N'oublie pas ton histoire, ne fuis pas ta responsabilité, ne perds pas ton âme.

Europe, ne t'enferme pas, ne tue pas, ne meurs pas.

*José Arregi*

*1er mai 2016*

*traduit de l'Espagnol par Rose-Marie Barandiaran*

## **Insertion : une longue route pour les migrants**

L'Ined dévoile aujourd'hui une étude mesurant le temps nécessaire aux migrants africains pour obtenir un titre de séjour, un logement et un travail. Au bout de six à sept ans de présence, la moitié d'entre eux seulement ont franchi ces trois étapes.

Les 800 000 migrants d'Afrique subsaharienne vivant en France ne trouvent pas facilement leur place. C'est du moins ce que montre une étude de l'Ined portant sur les différentes étapes de leur installation?: 42 % vivent sous le seuil de pauvreté (14 % pour l'ensemble de la population). Six à sept ans après leur arrivée en France, la moitié n'a pas accédé aux trois marqueurs d'intégration que sont la régularisation, le logement et le travail. Au bout de onze à douze ans, 25 % en sont toujours écartés.

Pourtant, 45 % de ces hommes et 23 % de ces femmes viennent en France pour " trouver une vie meilleure " et un travail. Le rapprochement familial était un motif de départ pour 12 % des hommes, et 45 % des femmes.

**Echec scolaire et délinquance**

L'exil compte aussi beaucoup parmi les motifs de départ, puisque 22 % des hommes et 16 % des femmes déclarent avoir fui une menace. Beaucoup, enfin, viennent poursuivre des études (19 % des hommes et 13 % des femmes). Ce n'est pas la première fois qu'une étude cible spécifiquement les difficultés sociales des Africains subsahariens. En 2010, un ouvrage du sociologue Hugues Lagrange (1) avait dé-

frayé la chronique. Ce chercheur soutenait que les origines culturelles et géographiques des migrants du Sud Sahel étaient déterminantes pour expliquer l'échec scolaire et la délinquance de certains jeunes de quartiers sensibles.

Les auteurs de l'étude de l'Ined ne le rejoignent pas dans cette analyse?: " Cette longue période de précarité après l'arrivée en France tient plus aux conditions d'accueil (longueur du processus de régularisation, marché du travail segmenté, discrimination) qu'aux caractéristiques individuelles des arrivants ". Pour mieux cerner leurs difficultés, le groupe de chercheurs est remonté jusqu'à leur arrivée en France. Les auteurs ont calculé qu'il fallait attendre trois ans avant que 50 % des femmes obtiennent une régularisation. Pour les hommes, cela prend quatre années.

Passée cette étape, les migrants ne sont pas au bout de leur peine?: 700 000 étrangers (toutes origines confondues) avec un titre de séjour de moins d'un an doivent venir se mettre en règle six ou sept fois par an, selon le ministère de l'intérieur. Cette réalité empêche un bon nombre de migrants de se concentrer sur la suite de leur intégration. D'où la récente décision du gouvernement de créer un titre de séjour pluriannuel de deux ou quatre ans, à mi-chemin entre l'actuelle autorisation d'un an et la carte de résident de dix ans.

Jean-Baptiste François  
La Croix  
20 avril 2016

---

## **Au mépris de la loi, Tours refuse l'hébergement d'urgence**

L'Assemblée Générale de l'association Chrétiens-Migrants réunie à Tours le 20 avril 2016 demande :

Que soit appliqué immédiatement et sans réserve l'arrêt du Conseil d'État du 10 février 2012 qui reconnaît *"qu'il appartient aux autorités de l'État de mettre en œuvre le droit à l'hébergement d'urgence reconnu par la loi à toute personne sans abri qui se trouve en situation de détresse médicale, psychique et sociale; et qu'une carence caractérisée dans l'accomplissement de cette tâche, constitue une atteinte grave et manifestement illégale à une liberté fondamentale lorsqu'elle entraîne des conséquences graves pour la personne intéressée"* ;

Que cet arrêt qui impose à l'État de mobili-

ser tous les moyens nécessaires à l'hébergement, donne droit au maintien dans les lieux d'accueil jusqu'au relogement ;

Que la notion d'assistance à personne en danger soit reconnue comme prioritaire pour ne laisser personne à la rue.

### **Constat**

La carence de l'action des services publics face à l'obligation d'hébergement d'urgence des sans abri étrangers est la préoccupation permanente de Chrétiens-Migrants.

Depuis plusieurs années, à Tours, le 115 rejette chaque jour des personnes étrangères, (de 35 à 50 depuis la fin du plan hiver 2015/2016). Elles sont laissées à la rue, sans logement et sans nourriture. Les plans hivernaux

successifs n'apportent que des solutions inadap-  
tées et incomplètes pour quelques jours ou  
quelques semaines.

Au prétexte de ne pas entretenir "d'appel d'air"  
les services publics locaux sont contraints par  
leurs autorités de tutelle à choisir une strat-  
égie de rejet qui les amène à ne plus respecter  
les lois qui leur font obligation de loger, sans  
discrimination, tous les sans-abri.

La saturation permanente du 115 oblige donc  
Chrétiens-Migrants à :

- > louer à ses frais des studentes ;
- > assumer grâce à ses donateurs et aux  
paroisses le coût de logements ;
- > régler des nuits d'hôtel ;
- > héberger chaque soir chez plusieurs de  
ses membres des personnes à la rue ;
- > laisser les gens dormir dehors ou dans le  
hall de l'immeuble où est notre permanence ;
- > ouvrir des Camps de toile (comme au Sa-  
nitas à l'été 2015).

Les personnes secourues sont dans une incer-  
titude permanente, une détresse et un dénu-  
ement inqualifiables et l'aide apportée constitue  
une véritable assistance à personne en danger

### **Engagement**

L'Assemblée Générale de l'association Chr-  
étiens-Migrants s'engage à mettre tout en  
œuvre pour ne laisser personne dormir dehors  
et restera en 2016 mobilisée pour :

Dénoncer l'inadaptation des solutions de  
l'administration sous quatre aspects:

- > inhumanité : promiscuité dans les  
dortoirs (hommes alcoolisés ou drogués et jeu-  
nes filles séparés par un simple rideau), hôtels  
insalubres, obligation de demander chaque  
soir un lieu, être rejeté à la rue tôt le matin,  
éclatement des familles et angoisse permanen-  
te. Depuis des mois des jeunes mineurs isolés

entre 15 et 17 ans, des handicapés sont aban-  
donnés de tous et ne survivent que grâce à  
Chrétiens-Migrants.

> illégalité : la valeur d'assistance à per-  
sonnes en danger n'est plus prise en compte.

> inefficacité : il manque 200 places  
d'hébergement alors que 600 logements vides  
à Tours pourraient loger toutes les familles à  
la rue. Les crédits en région sont répartis de  
manière aléatoire sans lien avec les besoins  
réels.

> coût des hébergements : 3 à 4 fois  
plus chers pour les finances publiques que les  
"solutions" de Chrétiens-Migrants ou  
d'Emmaüs 100 pour 1, ou de celui du système  
SOLIBAIL recommandé par l'Etat.

Participer aux actions de ses partenaires  
Associatifs tels que RESF, Emmaüs 100/1,  
DAL, E.A.O/FNARS, Coordination Migrants et  
Paroissiaux.

Maintenir et développer les liens avec tous  
les élus qui soutiennent, même symbolique-  
ment, l'association et les CCAS qui intervien-  
nent ponctuellement pour des aides à  
l'hébergement et les employés dans les admi-  
nistrations qui partagent nos analyses.

S'efforcer de convaincre l'opinion :  
qu'apporter une aide privée gratuite pour met-  
tre à l'abri des personnes étrangères aban-  
données ne saurait être illégal mais ne doit en  
aucun cas se substituer à l'action des services  
publics qu'il convient de mettre en demeure  
systématiquement d'appliquer la loi.

Mobiliser l'opinion contre la propagande et  
les dénis d'humanité

*Voeu émis le 20 avril 2016 par  
L'Assemblée Générale de  
l'Association Chrétiens-Migrants*

*Frédérique Poulain et Louis Barraud  
Vice-Présidente et Chargé des relations extérieures  
de l'Association Chrétiens-Migrants  
12 mai 2016*

---

**contact : cercledesilence-tours@orange.fr**

Le cercle de silence de Tours se réunit chaque mois à l'appel de Chrétiens-Migrants, LDH 37,  
RESF 37, Pastorale des Migrants, CCFD-Terre Solidaire, Rencontre Entraide Protestante,  
ACAT, CIMADE,  
EELV Touraine, NPA, ATTAC, Amnesty International 37, Collectif Palestine 37,  
et des individus en lutte...

**Prochain Cercle de silence : mardi 28 juin 2016**